

A Davos, Donald Trump embarquera une impressionnante délégation américaine

WEF 2026 Plus de 800 participants américains sont attendus au Forum économique mondial de Davos qui se tiendra du 19 au 23 janvier, soit plus du quart de l'assistance, un record

LE TEMPS

La présence de Donald Trump au prochain Forum économique de Davos a été confirmée par son directeur, Borge Brende, lors d'un point de presse hier. Ce sera la troisième fois que le président américain fera le déplacement de la station grisonne après 2018 et 2020.

Pour l'occasion, il sera accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires sans précédent dans l'histoire d'un rendez-vous qui apparaît plus que jamais comme une alternative aux forums du multilatéralisme onusien. Plus de 800 chefs ou responsables d'entreprise et représentants de l'administration américaine sont annoncés. Parmi ceux-ci, les patrons de Nvidia, leader mondial des semi-conducteurs, et de Microsoft. Soit entre un quart et un tiers des participants à ce 56e rendez-vous placé sous le thème de «l'esprit de dialogue».

Pas de mention du Groenland

Le président américain sera accompagné de ses ministres du Commerce (Howard Lutnick), des Affaires étrangères (Marco Rubio), du secrétaire d'Etat au Trésor (Scott Bessent), ainsi que ses «envoyés spéciaux» pour l'Ukraine (Steve Witkoff) et Gaza (Jared Kushner). La garde rapprochée

de Donald Trump en quelque sorte. Dans un autre registre, une délégation bipartite du Congrès américain doit également rejoindre Davos après une étape au Danemark. Borge Brende estime que cette édition «arrive à un moment charnière pour l'économie mondiale et la géopolitique». Il espère que des discussions sur l'Iran (dont le ministre des Affaires étrangères est annoncé), Gaza, l'Ukraine ou le Venezuela pourront se tenir en marge des conférences. Le directeur du WEF n'a par contre pas eu un mot pour le Groenland, dont Donald Trump promet de s'emparer, ni pour la Russie, toujours indésirable.

Après les Etats-Unis, l'autre grande délégation attendue est la Chine. Celle-ci est toutefois bien moindre, selon la liste des participants diffusée par le WEF. La venue en 2017 de Xi Jinping, une première pour un plus haut dirigeant chinois, avait marqué les esprits. A quelques jours de la première prise de fonctions de Donald Trump à la Maison-Blanche, le président chinois s'était présenté en apôtre et premier défenseur de la globalisation. Cette année, Pékin dépêche le vice-premier ministre He Lifeng. Le discours ne devrait pas changer. A ce stade, toutefois, il n'est pas prévu qu'il soit accompagné par son équipe de négociation commerciale. Il ne semble donc pas que Davos soit le lieu d'une poursuite des négociations en vue d'une visite en Chine espérée par Donald Trump pour le printemps prochain.

Fait distinctif de la délégation chinoise, celle-ci est composée de dirigeants d'entreprise mais également

d'un grand nombre de représentants du monde académique (plusieurs dirigeants d'université) et de la recherche. Le contraste avec les partenaires américains sera d'autant plus manifeste. Parmi les autres délégations importantes, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis se distinguent par le nombre de leurs représentants. A ce stade, 54 chefs d'Etat et de gouvernement sont annoncés, 850 dirigeants d'entreprise venus de 130 pays pour un total de plus de 3000 participants. Parmi les chefs d'Etat et de gouvernement, on peut relever la présence de l'Allemand Friedrich Merz, de l'Argentin Javier Milei ou du président israélien Isaac Herzog. L'Union européenne sera notamment représentée par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

Quatre ministres suisses

La présence suisse sera elle aussi massive avec pas moins de quatre ministres: le président de la Confédération, Guy Parmelin, le ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, le ministre de la Défense, Martin Pfister, et la ministre des Finances, Karin Keller-Sutter. De source suisse, Donald Trump arrivera mercredi prochain à Davos et quittera la station le lendemain. Les services de la Confédération ne sont pas encore en mesure de confirmer une rencontre avec le président des Etats-Unis et avec quels ministres, le cas échéant. Pour Berne, c'est l'occasion de s'assurer que l'accord commercial en négociation pour garantir une baisse des taxes douanières qui frappent la Suisse suit bien son cours, sans nouvel imprévu. ■